

Zeitschrift: Werk, Bauen + Wohnen
Herausgeber: Bund Schweizer Architekten
Band: 83 (1996)
Heft: 11: Wessen Architektur? = A qui l'architecture? = Whose architecture?

Vorwort: Wessen Architektur? = A qui l'architecture? = Whose architecture?
Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

In den achtziger Jahren erblickte man die politische Dimension der Architektur in einem Schulterchluss von Architekturkultur und Exekutivmacht. In Monte Carasso, Salzburg und Basel entstanden Vorzeige-Architekturen, die zum Teil auch Massstäbe für den zeitgenössischen Städtebau setzten. Wie problematisch und zerbrechlich dieses Bündnis jedoch auch sein kann, zeigt der Berliner Fall: mit der repressiven Anpassung der Architektur an die Macht(-wechsel) verdünnt sich Kulturpolitik im wesentlichen zur Geschmacksfrage.

Das Verhältnis von Architektur und Politik dreht sich in diesem Jahrhundert um die Grenzen der Demokratisierung kultureller Leistungen: Ist Architektur als Volksentscheid machbar? Oder verlangt sie fachliche Kompetenz mit entsprechender inhaltlicher und thematischer Abgrenzung von Politik und Architektur?

Man kann diese Fragen anfechten, insofern als sie nur einen Widerspruch spiegeln oder falsch gestellt sind – denn Architektur, so der Einwand, definiere sich wie viele andere Disziplinen gerade durch ihre Autonomie; demokratisiert würde sie sich als ein beliebiges Ausdrucksmittel ohne kollektiven und kritischen Anspruch privatisieren. Die gleichen Fragen lassen sich aber auch aus anderer – und in dieser Nummer fokussierter – Sicht betrachten, nämlich als entwerferisches Problem: inwieweit lässt sich der Adressat – salopper: das Publikum – in architektonische Überlegungen einbeziehen? Inwieweit ist damit eine populistische Anbietung – inwieweit eine Notwendigkeit verbunden, weil sich die Baukunst zwangsläufig der Öffentlichkeit stellt (man denke insbesondere an das inzwischen übliche politische Marketing von Grossprojekten, die einen Volkskredit erfordern)? Und: lassen sich diese Pole entwerferischer Intentionen versöhnen oder nur als solche darstellen?

Eine architektonische Kultur, die sich populär legitimieren muss – so der ver-

■ Dans les années 80, la dimension politique de l'architecture était vue comme la conjonction de la culture architecturale et du pouvoir exécutif. A Monte Carasso, Salzbourg et Bâle, des architectures modèles ont vu le jour qui fixaient en partie les contours de l'urbanisme contemporain. Le cas de Berlin montre à quel point cette alliance peut aussi être problématique et fragile: avec l'adaptation autoritaire de l'architecture au (nouveau) pouvoir, la culture politique se réduit essentiellement à la question de goût.

A notre siècle, dans le rapport entre architecture et politique, il en va des limites de la démocratisation en matière de prestations culturelles: l'architecture peut-elle naître de la décision du peuple? Ou exige-t-elle la compétence professionnelle assortie de contenus et thèmes délimitant politique et architecture?

On peut contester ces questions dans la mesure où elles ne reflètent qu'une contradiction ou parce qu'elles sont mal posées. En effet, comme de nombreuses autres disciplines, l'architecture se définit précisément par son autonomie; rendue démocratique, elle se verrait privatisée comme un moyen d'expression quelconque sans ambition collective et critique. Les mêmes questions peuvent aussi être considérées d'un autre point de vue – notamment développé dans ce numéro – celui d'un problème de projet: Dans quelle mesure le destinataire – plus simplement: le public –

peut-il être intégré à la réflexion architecturale? Cela implique-t-il un compromis populiste, dans quelle mesure est-ce une nécessité puisque l'architecture répond obligatoirement à une demande publique (on pense notamment au marketing politique devenu courant lors des grands projets, lorsque les crédits dépendent de l'accord du peuple)? De plus, dans les intentions du projet, ces pôles peuvent-ils être réconciliés ou seulement exprimés comme tels?

On soupçonne largement une culture architecturale devant se légitimer populairement d'être privée de son impulsion essentielle, d'être adaptée, mise sous tutelle, banalisée (celui qui prétend faire quelque chose au nom du peuple n'a-t-il pas toujours raison?). De toute façon, une société hétérogène ne parviendrait à aucun consensus esthétique car il n'existe ni «moyenne» architecturale et collective pas plus qu'une conception unitaire acceptée.

Ce conflit montre clairement que savoir si le peuple ou l'élite sont capables de fixer des principes architecturaux est une question trop simple. En effet ni le peuple, ni l'élite, ni l'architecture, ni le public n'existent. Le dilemme des différences entre la culture avant-gardiste et la culture de masse populaire ne se résoud pas par leur élimination mais seulement par les possibilités de leur coexistence. La compréhension verticale de la culture qui y répond ne perçoit les interactions entre

breitete Verdacht – würde ihrer entscheidenden Impulse beraubt, angepasst, entmündigt, banalisiert (da der, welcher behauptet, im Namen des Volkes etwas zu tun, ja immer recht behält). Zudem gelänge es einer heterogenen Gesellschaft ohnehin nicht, einen ästhetischen Konsens herzustellen, da es weder eine kollektive noch eine architektonische «Mitte», noch akzeptierte Einheitsvorstellungen gibt.

Der Konflikt verdeutlicht, dass die Frage, ob das Volk oder die Elite architektonische Massstäbe setzen kann, zu simpel ist. Es gibt weder *das* Volk noch *die* Elite, noch *die* Architektur, noch *das* Publikum. Die Fragen nach den entsprechenden Differenzen von avantgardistischer und populärer Massenkultur beziehen sich nicht auf ihre Beseitigung, sondern auf die *Möglichkeiten ihrer Koexistenz*. Ein entsprechend *vertikales Kulturverständnis* begreift die Wechselwirkungen zwischen elitärer und populärer Architektur weder in ihrer Versöhnung noch in ihrem Gegensatz. Insofern kann Architektur heute als kultureller Kampfplatz verstanden werden, wo um Individualität und Spezifität von Teilöffentlichkeiten gerungen wird, insbesondere um ihre Spiegelungen in Architekturen.

Aufschlussreich ist in diesem Zusammenhang der städtische Aussenraum, weil dort die Aneignung und Rezeption von Architektur durch die Nutzer in einer Wechselbeziehung zum Aussenmass entwerferischer Kontrolle stehen.

Die räumliche Dichte des Aussenraums ist wie seine ästhetische Kontrolle von zeitbedingten Parametern abhängig. Miroslav Šik postuliert in seinem Beitrag organische Stimmigkeit, um

architectures élitaires et populaires ni dans leur réconciliation, ni dans leur opposition. Dans ce sens, on peut aujourd'hui comprendre l'architecture comme un champ de bataille culturel où l'individualité et la spécificité de domaines publics partiels et surtout de leurs reflets architecturaux sont l'enjeu de la lutte.

Dans ce contexte, l'espace extérieur urbain est significatif, car l'appropriation et la réception de l'architecture par les utilisateurs se situent là en interaction avec les limites contrôlées par le projet.

Tout comme ses contrôles esthétiques, la densité spatiale de l'espace extérieur dépend de paramètres liés au temps. Dans son article sur l'harmonie organique, Miroslav Šik demande que l'on protège le public contre les distorsions d'une esthétisation envahissante par une architecture traditionaliste. De tels processus de projet poétiques aux yeux des utilisateurs peuvent-ils encore partir d'associations et de perceptions comme le fit le néoréalisme dans les colonies pour le prolétariat rural autour de Rome?

Alors que dans les années d'après-guerre, le recours aux images architecturales était idéologiquement légitimé, il témoigne plutôt aujourd'hui de l'arrière-plan de pessimisme culturel d'une situation à plusieurs égards «post-Venturi»: Avec la stratégie qu'il a développée à la Longeraie près de Morges, Miroslav Šik prend une

vengeance radicale sur la vision postmoderne du «high and low» dont les commentaires raffinés reprenaient les nostalgies de la culture populaire pour en même temps les intégrer au niveau du projet d'une culture architecturale «supérieure».

Complexes, indifférents avec une iconographie polysémique, les espaces architecturaux du bureau d'architecture paysagiste West 8 de Rotterdam appellent une interaction du public et ceci en s'écartant volontairement des fonctions de représentation traditionnelles de l'architecture. Dans le cadre de la coexistence complexe de domaines publics partiels, l'espace public semble être un lieu diversement occupé et fonctionnellement indéterminé ce qui, sur le plan architectural, incite aussi à ne le définir que faiblement afin que le caractère public puisse s'établir de lui-même. Les conceptions de places intègrent des éléments de participation ayant pour but de faire naître un jeu interactif entre les objets, les fonctions et le public.

Le gigantesque champ de forces au sein duquel l'objet architectural doit aujourd'hui s'imposer est illustré par la mascarade que provoquent les grandes opérations dans le contexte historique des villes suisses. L'histoire des quinze ans de planification de l'extension de la gare de Zurich et son résultat bâti montrent de manière exemplaire l'échec renouvelé auquel conduisent les

contradictions entre les intérêts de l'Etat maître d'ouvrage et le public. En face de tels conflits, le rythme instauré dans le grand chantier de la Place de Potsdam à Berlin ne manque pas de fasciner et l'on comprend la sagacité du maître de l'ouvrage qui, avec le «Box Info», offre au public une documentation permanente sur le projet. Pourtant, le spectacle d'information mis en scène ne révèle-t-il pas en même temps combien l'opinion publique réelle existant dans nos villes est dépassée: Le Box Info berlinois n'a-t-il pas pour rôle d'embellir une entreprise commerciale brutale en ne laissant à chaque berlinois qu'une vision touristique anodine?

Aux USA, des «affaires publiques» aussi incontestables que l'histoire de la planification urbaine et des ensembles d'habitat entrent dans la sphère des intérêts privés. Le fait que la confiance accordée par la société américaine aux grands groupes privés dépasse l'acquiescement consenti à l'Etat, n'est plus seulement illustré par les Downtowns au centre-ville ou les ensembles de campus dans les universités privées: Le groupe Walt Disney a étendu son propre urbanisme issu de la fiction du parc de loisirs au monde «réel» en y ajoutant quelques articles de marque architecturaux. De concert avec le public des premiers habitants, ce numéro présente «Celebration», la ville modèle nouvellement créée par Disney en Floride. *La réd.*

Whose Architecture?

das Publikum mit einer traditionalistischen Architektur vor den Verrenkungen einer alles durchdringenden Gestaltung zu bewahren. Können solche Entwurfsverfahren auf der Seite der Nutzerschaft noch von Assoziationen und Wahrnehmungen ausgehen, wie es der Neorealismus bei den Siedlungen für das Landproletariat um Rom tat? War in jenen Nachkriegsjahren der Gebrauch von architektonischen Bildern ideologisch legitimiert, zeugt er heute eher vom kulturpessimistischen Hintergrund eines mehrfachen «post-Venturi-Zustandes»: Die von Miroslav Fiik in La Longeraie bei Morges durchgespielte Strategie ist eine gründliche Abrechnung mit der postmodernen Sehweise des «High and Low», deren raffinierte Kommentare sich der Sehnsüchte der Populärkultur annahmen und diese gleichzeitig für die Entwurfsebene der «hohen» Architekturkultur erschlossen.

Komplexer, indifferenter und mit einer mehrdeutigen Ikonographie tendieren die Aussenräume des Rotterdamer Landschaftsarchitekturbüros West 8 auf eine Interaktion des Publikums. Dies in bewusster Abweichung tradierter Repräsentationsfunktionen der Architektur. Innerhalb der unüberblickbaren Koexistenz von Teilöffentlichkeiten scheint der öffentliche Raum ein wechselhaft besetzter und funktionell unbestimmter Ort, was nahelegt, ihn auch in architektonischer Hinsicht nur schwach zu determinieren, damit sich Öffentlichkeit *selbst* herstellen kann. Die Platzgestaltungen integrieren partizipatorische Elemente, um ein interaktives Spiel zwischen Gegenständen, Funktionen und Publikum entstehen zu lassen.

Das gewaltige Kräftefeld, in dem sich heute das architektonische Objekt zu behaupten hat, wird bei der Maskerade vor Augen geführt, die Grossbauvorhaben im historischen Kontext von Schweizer Städten auslösen. Das Scheitern, zu dem dabei die widerstrebenden Interessen von staatlicher Bauherrschaft und Öffent-

■ During the 1980s, the political dimension of architecture emerged as an amalgamation of architectural culture and executive power, and some of the architectural showpieces which resulted in Monte Carasso, Salzburg and Basel created yardsticks of contemporary town planning. The fragile, problematic nature of this alliance is revealed by the Berlin example: the repressive adaptation of architecture to (the changes of) power had the effect of diluting cultural policy to a question of taste.

In our century, the relationship between architecture and politics revolves around the limits to the democratization of cultural activities: is the concept of architecture as a matter of public concern feasible? Or does it require professional competence with the relevant separation between politics and architecture in terms of theme and content?

These questions can be challenged as self-contradictory and thus misleading, on the grounds that, architecture, like most other disciplines, is defined precisely by its autonomy; if it were to be subjected to democratization, it could only be as an arbitrary means of expression without any collective or critical claims. The same questions, however, can be regarded in a different light, namely as a problem of design (which is the focus of this issue of "Werk, Bauen+Wohnen"): to what extent is it possible to include the

addressee – or more simply, the public – in architectural matters? And to what extent does this imply popular ingratiating, and to what extent is it a necessity – since architecture is inevitably a matter of public concern (we have only to think of the now customary political marketing of large-scale projects which require popular financing)? Furthermore, is it possible to reconcile these opposite poles of the design concept and intention, or can they only be described in terms of their contradictory character?

There is a widespread belief that an architectural culture, which is obliged to seek popular legitimation would be divested of its decisive impulses, forced to conform, incapacitated, trivialized (since those who claim to be doing something in the name of the public are always in the right). In addition, a heterogeneous society could never succeed in reaching an aesthetic consensus owing to the lack of either a collective or an architectural "centre", or, for that matter, of a generally accepted, unified idea.

The conflict clearly shows that the question of whether architectural yardsticks are created by the public or an elite is too simple. There is no *the people*, *the elite*, *the architecture*, or *the public*. The question of relevant differences between avant-garde and popular mass culture triggers the question not of their elimination but of the *possibility of their coexistence*. A relevant *vertical*

lichkeit regelmässig führen, belegt in dieser Nummer exemplarisch eine fünfzehnjährige Planungsgeschichte und das bauliche Resultat der Zürcher Bahnhofserweiterung. Gemessen an solchen Konflikten erscheinen das in Berlin an der Grossbaustelle Potsdamer Platz angeschlagene Tempo faszinierend und die bauherrschaftlichen Versuche schlaue, mit einer «Info Box» dem Publikum eine fortlaufende Projektdokumentation zu bieten. Doch macht das Informationsspektakel zugleich auf die Überforderung der real existierenden Öffentlichkeit in unseren Städten aufmerksam: Verbrämt die Berliner Info Box nicht die knallharten kommerziellen Handlungsdispositive, indem sie jedem Berliner gerade noch eine touristisch-harmlose Sichtweise belässt?

Eindeutig «öffentliche Anliegen» wie die Geschicke von Stadt- und Siedlungsplanung liegen in den USA innerhalb privater Interessensphären. Dass das Vertrauen, das die amerikanische Gesellschaft für grosse Konzerne empfindet, grösser ist als das dem Staat zugestandene Selbstverständnis, veranschaulichen nicht mehr bloss die Downtowns der «Indoor City» oder die Campus-Anlagen der privaten Universitäten: Der Walt-Disney-Konzern hat seinen haus-eigenen Städtebau von der Fiktion des Freizeitparks auf die «reale» Welt ausgedehnt und mit einigen architektonischen Markenartikeln versetzt. Zusammen mit dem Publikum der ersten Bewohner wird in dieser Nummer «Celebration», Disneys neugegründete Musterstadt in Florida, vorgestellt.

Red.

understanding of culture interprets the *mutual interaction* between elite and popular architecture in terms of neither their reconciliation nor their conflict. Seen in this light, architecture today can be regarded as a cultural battlefield, the scene of a struggle for individuality and specificity in semi-public affairs, and especially of their reflections in architecture.

Exterior urban space is particularly informative in this context, since it is here that the appropriation and reception of architecture by its users correlates with the extent of the control exercised by the architectural design.

Like its aesthetic control, the spatial density of exterior space is governed by time-dependent parameters. In his article, Miroslav Šik appeals for organic accord in order to protect the public from the distortions of an all-pervading type of design by the use of traditional architecture. But is it feasible to postulate such design processes, formulated by the users of architecture, which are based on associations and perceptions as they were in the case of the neo-realism of the settlements for the rural proletariat around Rome? Whereas the use of architectural images may have been ideologically legitimate in those post-war years, today it must be regarded in a more culturally pessimistic light against the background of a largely "post-Venturi" state of affairs: Miroslav Šik's strategy which he demonstrated in La Longeraie

near Morges is a thorough reckoning up with the post-modern way of seeing in terms of "high and low", whose ingenious commentaries accepted the longings of popular culture and at the same time used them for the design processes of "high" architecture.

The exterior spaces created by the Rotterdam landscape architects of "West 8" tend towards a more complex, more indifferent interaction with the public which includes an ambiguous iconography, in an international deviation from the traditional representative function of architecture. Within the somewhat nebulous coexistence of semi-public premises, public space would appear to consist of intermittently occupied, functionally and architecturally indeterminate places, thus allowing the public areas to define themselves. The design of exterior space integrates participatory elements in order to promote interaction between objects, functions and the public.

The huge field of force in which the architectural object has to hold its ground today is graphically illustrated by the masquerade triggered by large building projects in the historical context of Swiss towns. The breakdown to which the contradictory interests of the state building command and the public often lead is exemplified in this issue by the history of a planning process which took fifteen years, and by the completed result of the Zurich Main Railway Station.

Compared with conflicts on this scale, the tempo of the large Potsdamer Platz project in Berlin is fascinating, and the building command's attempts at keeping the public informed by means of an "info box" would appear to be extremely shrewd. However, the staged information spectacle also draws attention to the excessive demands made upon the public in our cities: does not the Berlin info box have the effect of glossing over the brutally hard commercial dispositive by palming the Berlin citizens off with a harmless, touristically orientated point of view?

In the USA, unequivocally "public" issues such as urban and development planning lie within the sphere of private interest. The fact that the faith of American society in big companies is greater than the state's self-conception is illustrated not only by downtown's "indoor city" and the campus premises of private universities, for the Walt Disney Concern has expanded its home-made towns from the fiction of the leisure park to the "real" world and endowed it with some architectural proprietary brands. This number of "Werk, Bauen+Wohnen" introduces "Celebration", Disney's new model town in Florida, together with its first inhabitants. Ed.